

Jeunes, engagement public et transformation sociale

Michel Vakaloulis

Philosophe et sociologue, maître de conférences en Sciences politiques (Université Paris VIII). Dernier ouvrage (à paraître en février 2013) : Précarisés, pas démotivés. Les jeunes, le travail et l'engagement, Paris, Éditions de l'Atelier

Ce texte est extrait d'un rapport d'étape d'une enquête sociologique menée auprès d'une cinquantaine de jeunes dans plusieurs pays européens, en particulier en France et en Grèce. Lancée à l'initiative de la Fondation Gabriel Péri et d'Espaces Marx en collaboration avec le réseau Transform !, l'étude vise à analyser le rapport de la jeune génération à l'action politique et à l'engagement public, et à dégager des caractéristiques communes face aux transformations des sociétés européennes qui traversent une « crise de civilisation » inédite.

Précisons d'emblée que le concept de jeunesse est incertain, voire improbable, si l'on entend par là un creuset générationnel homogène, sans de multiples lignes de fractures qui se combinent et se superposent. En fait, la dimension générationnelle, loin d'exister abstraitement, est constamment traversée par des marqueurs sociaux fondamentaux tels l'origine de classe, la provenance ethnique ou le genre qui resurgissent souvent sous forme de discriminations. La socialisation politique des jeunes prend forme dans des conditions historiques déterminées faites de continuités et de ruptures, de convergences et de divergences. Elle passe par des épreuves multiformes et des temporalités extensibles qui donnent une vision très contrastée de la jeunesse en politique, se décalant de la participation électorale à des engagements de proximité.

Il y a un deuxième travers qu'il s'agit de relativiser. C'est le fait de considérer souvent que les jeunes constituent un segment hypertrophié de com-

portements et de valeurs que l'on retrouverait dans le reste de la société. Ils seraient notamment porteurs de manière exacerbée de tendances plutôt négatives comme l'individualisme, la dépolitisation, voire le conformisme ¹. On inverse ici, dans un jeu spéculaire, un autre raccourci selon lequel les jeunes seraient spontanément « révoltés », friands d'engagement civique et d'action « mouvementiste » comme celle des Indignés, susceptible de faire bouger les choses.

Or, si les jeunes se distinguent culturellement sur certains aspects, tels les modes de communication en réseaux et l'usage des nouvelles technologies de l'information, dans bien des domaines ils ne s'éloignent pas beaucoup des autres parties de la population. Comme l'expliquent Guy Michelat et Michel Simon dans leur ouvrage *Les Ouvriers et la politique* (Presses de Sciences Po, Paris, 2004), les jeunes français ne sont pas plus favorables au libéralisme économique que leurs aînés. Ils sont en revanche beaucoup plus acquis au libéralisme culturel. Par ailleurs, s'ils votent plus à gauche dans leur ensemble que les autres classes d'âge, le tropisme de gauche tend à s'estomper. Dans les choix électoraux, les écarts entre générations se réduisent au fil du temps.

Une économie de l'incertitude

Les jeunes vivent dans un univers concurrentiel qui engendre, perpétuellement et massivement, de l'incertitude. Ils sont conscients de l'intense mobilisation de soi qui est nécessaire pour s'affirmer professionnellement. Ils savent que pour « réussir », il faut « entreprendre » leur propre promotion. Trouver un emploi s'apparente désormais non pas à un droit fondamental mais à une *performance* pour se placer sur le marché du travail. Cette situation reproduit structurellement des motifs individualistes. À cette différence près, qu'il ne s'agit pas d'une posture de repli et d'isolement mais d'une mise en réseau et d'interaction.

Le regard des jeunes sur les mécanismes à l'origine de la crise actuelle est interrogatif. Ils ne comprennent pas « comment ça fonctionne ». Ils cernent certains enjeux, mais pas la crise dans sa totalité. Ils ne sont pas imperméables à l'idéologie libérale comme l'attestent des témoignages où l'on retrouve les discours fatalistes des médias dominants : la crise comme « destin », le « réalisme économique », l'impératif de la réduction des déficits, etc.

En revanche, ils se rendent compte qu'ils ne sont pour rien dans l'avènement de la crise dont la responsabilité incombe entièrement à une certaine approche « unilatérale » de l'économie et de la finance qui prévaut depuis les années 1980. Ils prennent conscience que ce qui arrive dans des pays comme la Grèce, qui se situe au bord de l'effondrement, peut arriver très vite ailleurs. Personne n'est à l'abri, aucune situation n'est acquise. L'idée que le monde va mal apparaît massivement dans les propos des enquêtés. Les jeunes constatent

les dégâts d'un système d'organisation qui a érigé « le marché libre et concurrentiel » comme principe de régulation suprême. Ils considèrent majoritairement que l'avènement de la crise est le retour au principe de réalité. Un retour brusque et violent qui atteste le caractère « déséquilibré », « irrationnel » et « incontrôlable » du système économique en vigueur.

En même temps, ils insistent sur l'instrumentalisation de la crise par les entreprises pour accélérer les projets de restructuration, réduire les effectifs et les acquis salariaux. La crise fonctionne ainsi comme un alibi pour justifier des choix préétablis. Elle fragilise encore plus les jeunes, renforce la précarisation, réduit les exigences en matière de salaires, d'horaires, de carrière. L'itinérance dans la quête d'une place de travail, la banalisation du statut de « travailleur jetable », l'absence de reconnaissance dans l'entreprise contribuent à ce que beaucoup de jeunes perçoivent le rapport à l'emploi comme un chantage permanent.

Entreprise et luttes de reconnaissance

Les jeunes réalisent que l'entreprise fonctionne d'emblée dans un espace économique instable. Elle ne dispose pas d'une vision à long terme de ses « ressources humaines ». En général, elle attend d'eux d'être immédiatement opérationnels. En même temps, elle ne garantit ni l'emploi, ni la reconnaissance de leur investissement. Il est d'ailleurs clair qu'elle n'hésitera pas à se séparer d'eux en situation de difficulté. D'où une relation largement désillusionnée, critique, parfois dépitée à son égard. Ils s'y engagent, franchement, mais sans signer un « chèque en blanc ». Sans souscrire à une logique de « fusion ».

Plus fondamentalement, les jeunes salariés constatent que l'entreprise elle-même est « périssable », non seulement comme structure juridique mais, surtout, comme communauté de travail. Dans ces conditions, le rapport de la nouvelle génération de salariés à l'entreprise se caractérise par une *précarisation affective du sentiment d'appartenance*. Ils ont bien intégré culturellement le fait qu'ils ne feront pas carrière dans une *seule* entreprise. Dorénavant, la maîtrise de leur avenir passe par un effort de revisiter leur « employabilité ». L'entreprise n'est pas la finalité de la carrière mais son principal vecteur.

Sens du travail

Pour la grande majorité des enquêtés, le travail n'est pas envisagé comme une simple *activité instrumentale* pour subvenir à leurs besoins personnels et familiaux. Il apparaît aussi comme *l'apport substantiel* à la collectivité. Le sentiment d'utilité sociale persiste même en l'absence d'un épanouissement personnel au travail. Les jeunes enquêtés souhaitent s'investir utilement dans

le travail. Ils expriment le besoin d'être efficaces qualitativement et non pas seulement quantitativement. Cela les pousse à être plus mobiles par rapport aux anciennes générations, notamment en début de carrière, pour développer des opportunités professionnelles mais aussi pour expérimenter un emploi qui correspond à leur personnalité.

Travail et engagement

Les enquêtés salariés vivent le rapport au travail comme une mise à l'épreuve, un défi, une incitation à la réussite et à l'affirmation de leurs capacités créatrices. On pourrait même dire comme un attachement à une logique de mise en valeur de soi-même et de son activité. Cette attitude caractéristique présuppose une forme d'engagement autour des enjeux qui se nouent dans le métier. Ce constat se vérifie *a fortiori* dans le cas des jeunes salariés diplômés.

La problématique en termes d'engagement dans le travail ouvre une nouvelle perspective. Il s'agit de montrer que le rapport au travail, l'acquisition de compétences, la qualité de l'apport professionnel peuvent être vécus comme une forme d'investissement générationnel où la réussite individuelle met en jeu des valeurs sociales.

Mais si les jeunes enquêtés déclarent s'engager sans états d'âme dans le travail, ils posent explicitement la question de la reconnaissance. Or, la modernisation des entreprises rend extrêmement difficile, et en tout cas incertaine et aléatoire, la réalisation des aspirations à la reconnaissance. Indexée sur des critères de rentabilité financière ou sur des dispositifs d'évaluation bureaucratiques, l'activité de travail apparaît souvent entravée, reniée, dévalorisée. Elle subit une perte de sa substance, une désagrégation de sa signification. Beaucoup de jeunes disent faire un « job » sans intérêt, sans « répondre », sans assumer des responsabilités ni ouvrir des perspectives. La crise accentue le rapport « alimentaire » au travail qui ne cesse de se dégrader. D'où la démotivation, sinon la défection. C'est précisément cet échec, relatif mais récurrent, discontinu mais omniprésent, qui est à l'origine de la distanciation des jeunes à l'égard de l'organisation du travail.

Les jeunes sont-ils individualistes ?

Les considérations précédentes permettent de relativiser ou de nuancer le fameux « individualisme » des jeunes générations. Il est évident que la désillusion par rapport au système suscite sans répit des réflexes de repli sur soi, voire d'indifférence à l'égard de ses pairs qui apparaissent comme « concurrents » plutôt que comme « partenaires ».

Or, les jeunes ont du mal à construire leur personnalité face aux menaces du monde extérieur. Ils aspirent pourtant à « réussir » à l'école, au travail, dans

la vie publique, au-delà de l'individualisation concurrentielle et consumériste à laquelle ils sont « destinés ». À les entendre, ils manifestent une volonté d'appropriation des circonstances de leur vie dans ses diverses facettes. Cette disposition exprime un souci légitime de réalisation de soi comme une valeur authentique et indispensable. En ce sens, elle se heurte à la tendance du capitalisme contemporain à ne répondre aux désirs d'individualité qu'il suscite que de manière tronquée, frustrante.

Quelles aspirations ?

Le désenchantement du monde ne conduit pas les jeunes à baisser les bras ni forcément à se déclarer pessimistes. D'une manière paradoxale, leur scepticisme à l'égard des perspectives de leur génération ne rime pas avec défaite psychologique à titre personnel. Dans la mesure où ils sont dans l'action, ils gardent l'espoir. Ils se donnent des objectifs à court terme, construisent des micro-projets, portent en silence des espoirs de « s'en sortir », quitte à persévérer, à s'adapter, voire à émigrer comme le suggèrent beaucoup de jeunes grecs.

Pour certains, la crise représente non seulement une catastrophe mais, peut-être, une occasion unique de tout remettre en cause : le modèle de développement, l'absence de méritocratie, la corruption, la dévalorisation de la jeunesse injustement « sacrifiée ». De ce point de vue, rester optimiste est une arme face à la crise. L'optimisme contrecarre symboliquement la dévaluation sociale que subit la jeune génération. À défaut, c'est la dépression, la démission. On arrive ainsi à un tournant de la contestation où pour changer la partie on doit mettre la barre très haut, en refusant tout en bloc. Quelle que soit l'issue d'une telle confrontation, beaucoup d'enquêtés sont convaincus qu'ils vont vivre de grands changements sociaux.

Formes de militantisme et action publique

Si les jeunes plébiscitent le développement durable, ils expriment une méfiance à l'égard de l'engagement durable. Ils ne se reconnaissent pas dans les formes traditionnelles du militantisme, syndical et politique. Ils préfèrent plutôt les actions solidaires, les expérimentations locales, les interventions ponctuelles pour soutenir un projet ou une cause juste (protection des animaux, de l'environnement, antiracisme, lutte contre les discriminations, etc.).

Le socle commun de leurs dispositions est une attitude responsable, centrée sur les valeurs de la personne humaine. Le bénévolat incarne à leurs yeux un idéal d'engagement en raison de ses caractéristiques : absence de professionnalisme, participation auto-consentie, rapport à des valeurs, sentiment d'utilité sociale, immédiateté de l'action. En revanche, le modèle du militantisme où l'on investit une bonne part de sa vie est très éloigné de leur vision du monde.

À travers leurs témoignages, les jeunes se montrent sensibles à la protection de l'environnement, à la diversité culturelle, à la dignité humaine. Mais une fois sortis des circuits scolaires et positionnés sur le marché de l'emploi, leur disponibilité pour s'engager dans la sphère publique est largement réduite. S'ils sont objectivement disponibles, ils le sont beaucoup moins « subjectivement ». Ils sont d'abord tirés vers la nécessité de donner forme à leur vie : fixer des choix, expérimenter le travail, s'engager dans un projet personnel. D'où une moindre disponibilité pour s'engager dans le collectif, dans la cité, dans l'action publique avec les autres. Les jeunes actifs sont moins disponibles à la fois par rapport à leur prime jeunesse et par rapport à la période de la maturité adulte.

Enfin, il faut s'arrêter un instant au contexte de l'engagement. La donne structurelle qui change considérablement le paysage social est le chômage de masse et la progression de la précarité. Le sentiment de fragilisation qui marque l'entrée dans la vie adulte ne cesse de se renforcer. La priorité est de « se débrouiller », quitte à différer le reste comme « superflu » au nom du principe de réalité. Ainsi, les jeunes partent de plus en plus tard du foyer familial, voire reviennent faute de pouvoir financer leur logement après avoir tenté de vivre seul ou en couple. Ce retour à la « chambre d'enfant » tend à surseoir toute forme d'engagement.

Militer sans adhérer

Il n'empêche qu'une partie des jeunes franchissent le pas et s'engagent, ou du moins, se déclarent disposés à le faire. Il existe une pluralité de formes d'engagement : professionnel, syndical, associatif, politique. Toutefois, les réajustements et les passages d'une forme d'engagement à une autre ne sont ni automatiques ni forcément souhaitables pour les intéressés. De toute évidence, le rapport à l'action n'est plus enchâssé dans de grands récits idéologiques mais apparaît comme étant « pragmatique », c'est-à-dire susceptible de parvenir à des solutions concrètes.

Pour analyser les significations sociales de l'engagement dans certains collectifs contestataires qui luttent contre la précarisation de la jeunesse (à l'instar de Génération précaire et de Jeudi noir qui interviennent respectivement sur les questions des stages et du logement), nous pouvons distinguer analytiquement six caractéristiques : structures d'organisation et de mobilisation, ressources et moyens d'action, logiques d'action, rapport au syndicalisme salarié, conséquences de la mobilisation, forme mouvementiste.

1. Organisation

Les activistes sociaux s'associent de manière informelle, en refusant les contraintes d'une organisation hiérarchisée. Le collectif fonctionne « à l'horizontal », voire en réseau réticulaire. Les décisions sont prises d'un commun

accord plutôt que selon la logique majoritaire. Toutefois, un changement de taille de ces regroupements pourrait faire éclater la dialectique laborieuse du fonctionnement consensuel.

2. Ressources

Les ressources d'action des jeunes activistes se remarquent par leur forte connotation symbolique. Le trait commun est la volonté de dévoiler les problèmes, de prendre à témoin l'opinion, d'esquisser des propositions et des solutions. Les jeunes militants construisent ainsi de véritables stratégies de communication pour plaider la légitimité de leur cause dans l'espace public. Ils utilisent à profusion, sous une forme spectaculaire, différents éléments du répertoire de l'action collective comme la réquisition des lieux, l'occupation de bâtiments institutionnels ou les marches pour attirer l'attention des grands médias. Ce sont inséparablement des luttes pour la visibilité d'une problématique sociale et des luttes revendicatives. De ce point de vue, Internet représente à la fois une ressource de lutte du « nouveau militantisme » et un champ de confrontation sociale.

3. Logiques d'action

Les activistes sociaux construisent leurs interventions dans l'espace public selon une logique d'action directe. Ils ne sont pas des militants professionnels (syndicaux, politiques ou intellectuels) qui défendent des « bonnes causes » en dehors d'eux-mêmes. Au contraire, ils sont des acteurs et des auteurs de leurs luttes dans le prolongement contestataire de leur propre vécu. Les nouvelles formes de l'action collective sont engagées autour de « causes » multiples : la « galère » des stages sans rémunération, la pénurie de logement, la défense des droits sociaux.

4. Alliances

Les rapports entre les jeunes activistes et le syndicalisme salarié se caractérisent par l'affirmation d'une volonté d'interconnaissance et d'échanges. Ils se heurtent, pourtant, à des vrais obstacles de rencontre et de pérennisation des contacts. De part et d'autre, il existe beaucoup d'ignorance, de méfiance et de distance. Toutefois, le syndicalisme représente une caisse de résonance pour la publicisation de l'action collective, même si ces activistes jugent sévèrement son mode de fonctionnement.

5. Effets de mouvement

Le travail contestataire des activistes sociaux vise à rendre visible une série de problèmes enfouis, refoulés, qui n'ont pas droit de cité dans le débat institutionnel. La publicisation de ce qui « fait problème » est la première étape de la

lutte pour la reconnaissance des droits. Il ne s'agit pas simplement de produire un déclic protestataire mais aussi de proposer des mesures concrètes, y compris le changement du cadre législatif. Par exemple, suite à la mobilisation de Génération précaire depuis 2006, qui a fait préalablement le tour des confédérations syndicales et des groupes politiques traditionnels pour les solliciter et les alerter, les stages sont désormais rémunérés 400 euros par mois minimum en France quand ils dépassent les deux mois.

6. *Forme de mouvement*

Les jeunes militants sociaux s'engagent dans l'action collective sans forcément signer un accord protocolaire, sans formaliser une appartenance à une organisation. Certains chercheurs avancent à ce propos l'hypothèse d'un militantisme de « libre service » qui constituerait une césure par rapport au modèle « traditionnel ». Les réticences à l'adhésion sont faciles à expliquer. L'image « centralisatrice » des grandes structures politiques et syndicales repousse la plupart des jeunes. Le fonctionnement bureaucratique des « appareils », les luttes de pouvoir à l'intérieur des organisations, la crainte de s'affilier à un réseau vertical où le « nous » écraserait le « je » sont des obstacles à l'adhésion. Néanmoins, les motivations de l'engagement se réfèrent au même système de valeurs solidaires porté historiquement par les partis progressistes et le mouvement ouvrier : combattre les injustices, s'attaquer à l'exploitation et aux dominations, défendre l'égalité et la démocratie sociale.

L'image de la politique

Les témoignages recueillis confirment la défiance à l'égard de la politique institutionnelle dont l'intensité est directement liée à la situation économique et à la moralité publique de chaque pays. L'idée qui prévaut est que la politique officielle rime avec « argent », « corruption », « clientélisme », « fausses promesses », « hypocrisie », « mensonge ».

Les partis politiques dominants apparaissent comme des appareils extrêmement structurés, verticaux et professionnalisés qui reproduisent leurs propres intérêts tout en s'efforçant de convaincre l'opinion de leur caractère « désintéressé ». Mais il n'en est rien : non seulement ils sont interchangeable quant à leurs orientations fondamentales, mais leur électoralisme débridé est un obstacle à la participation citoyenne sur les questions de fond.

Il n'est guère étonnant dans ces conditions de constater la mauvaise presse des personnels politiques auprès de la nouvelle génération. Ces derniers ne sont pas simplement « aux affaires », ils font souvent des affaires, soit indirectement, en tant que promoteurs d'intérêts économiques privés qu'ils sont prêts à défendre et à légitimer, soit à titre personnel. La distance qui les sépare

des citoyens ordinaires grandit de plus en plus. Précisément, la crise est un accélérateur de la crise de représentation.

Dans une veine plus « protestataire », certains enquêtés accusent la classe politique d'avoir troqué son pouvoir régulateur à la finance contre une possible participation aux gains escomptés. D'où son manque de crédibilité et son aveuglement idéologique. « Nous avons tout laissé au pilote automatique, après on voit que l'avion tombe. »

En quête de politique...

La crise économique actuelle oblige à revisiter les positionnements et les représentations des jeunes sur la politique. Comme le montrent l'irruption de différents collectifs dans l'espace public en France et, plus récemment, le mouvement des Indignés, notamment en Espagne et en Grèce, beaucoup de jeunes retrouvent l'envie d'actionner des leviers pour combattre la montée des précarisations. Ils souhaitent défendre la dignité du réel contre le mépris ordinaire lié aux multiples formes d'oppression. Mais cette posture exprime souvent un désir de changement plutôt qu'une conception cohérente et alternative aux forces dominantes.

On accuse souvent les mouvements des Indignés de ne pas avoir formulé de propositions. Mais aucun mouvement social dans l'histoire n'a été porteur de réponses compliquées pour résoudre des problèmes compliqués. Les mouvements sont des vecteurs d'innovation politique parce qu'ils créent des événements, mettent en marche le cours de l'histoire et non pas pour leur capacité à formuler des stratégies complexes. Pour l'instant, le message envoyé à la société est que la politique appliquée est en panne. C'est la force, mais aussi la limite, de ces expérimentations démocratiques.

Du reste, les jeunes considèrent que la politique est trop précieuse pour être confiée aux professionnels de la politique. S'il existe un trait de la politique institutionnelle qui les révolte absolument, c'est précisément l'entreprenariat politique. C'est l'étouffement de la participation politique par les structures bureaucratiques, le *marketing* politique, le carriérisme dans les partis. Le phénomène des élites dirigeantes qui deviennent des personnages en vedette est un désastre pour l'engagement des jeunes parce qu'il confirme l'idée que « la politique, c'est des hommes politiques ». Le travail de sape des médias rajoute à cette terrible dérive.

Finalement, pourquoi les jeunes ne se retrouvent-ils pas dans la politique officielle ? Parce que sans doute le champ politique ne leur permet pas d'avoir prise sur leur destin collectif. Parce que les partis ne se posent pas les problèmes que les jeunes se posent réellement : ils ne savent ni écouter les jeunes ni leur donner quoi que ce soit.

Quels axes de recomposition envisager alors pour que la politique se fasse en tenant effectivement compte des nouvelles formes de politisation qui traversent la nouvelle génération ? Les partis progressistes doivent apporter des réponses concrètes et crédibles à cette interrogation. C'est la condition nécessaire pour redonner l'espoir, refonder la politique et replacer les jeunes au centre de la vie démocratique aussi bien au niveau national qu'à l'échelle de l'Europe. ■

Note

1) Olivier Galland, *Sociologie de la jeunesse*, Paris, Armand Colin, 2007, quatrième édition.

